

**Union européenne - Ukraine: le
Conseil approuve un accord sur 1
milliard d'euros supplémentaires
sous forme de prêts - Communiqué
de presse du Conseil de l'Union
européenne**
(Bruxelles, 29 mai 2018)

Le 29 mai 2018, les ambassadeurs nationaux auprès de l'UE ont approuvé, au nom du Conseil, un accord intervenu avec le Parlement européen sur une nouvelle assistance macrofinancière en faveur de l'Ukraine.

Une nouvelle enveloppe d'un milliard d'euros sous forme de prêts couvrira les besoins financiers de l'Ukraine sur une période de deux ans et demi. Ces prêts appuieront la stabilisation de l'économie et un programme de réformes structurelles, en complément des ressources fournies par le FMI et d'autres donateurs.

Le FMI a estimé à 4,5 milliards de dollars les besoins de financement non couverts en 2018 et 2019, une somme nettement supérieure aux engagements de financement pris jusqu'ici par la communauté internationale.

L'assistance macrofinancière est une forme exceptionnelle de concours financier que l'UE consent aux pays partenaires qui connaissent des problèmes de balance des paiements. Il s'agit de la troisième opération pour l'Ukraine depuis 2014. L'UE fournit en outre une assistance dans le cadre de sa politique de voisinage.

L'UE avait promis 1,6 milliard d'euros d'assistance macrofinancière en 2014 et 1,8 milliard en 2015, dont 2.81 milliards d'euros avaient été versés à l'Ukraine. En janvier 2018, le versement d'une tranche de 600 millions d'euros avait été annulé pour non respect des conditions requises.

L'Ukraine fait partie du partenariat oriental de l'UE. Un accord d'association entre l'UE et l'Ukraine, comportant des dispositions relatives au libre-échange, est entré en vigueur le 1er septembre 2017.

Les nouveaux décaissements seront subordonnés au respect par l'Ukraine de mécanismes démocratiques et de l'Etat de droit, ainsi qu'à la garantie du respect des droits de l'homme. Ils seront subordonnés à des conditions de politique économique et à des conditions financières, axées sur des réformes structurelles et des finances publiques saines, et comportant un calendrier pour leur réalisation. Les conditions seront définies dans un protocole d'accord conclu entre l'Ukraine et la Commission.

La Commission sera chargée de verser l'assistance macrofinancière. La Commission et le Service européen pour l'action extérieure contrôleront le respect des conditions.

Déclaration commune sur les conditions préalables

Le Parlement, le Conseil et la Commission ont approuvé une déclaration commune en raison du non respect des conditions et de l'annulation de la troisième tranche du précédent programme.

La suite de l'assistance macrofinancière sera conditionnée à la réalisation de progrès en matière de lutte contre la corruption, ainsi qu'à l'évolution du programme du FMI, indique la déclaration. Le protocole d'accord comportera l'obligation de renforcer la gouvernance, les capacités administratives et la structure institutionnelle pour lutter contre la corruption.

À chaque déboursement de tranches financières, la Commission sera tenue de rendre public un rapport sur le respect des conditions assorties à l'octroi, notamment celles liées à la lutte contre la corruption.

Prochaines étapes

Le Parlement européen et le Conseil seront invités à adopter la décision sans autre débat.

Le Conseil doit se prononcer à la majorité qualifiée. (Base juridique: article 212, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne)./.